

Tableau d'une assemblée d'information

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 13. — 6 Décembre 1929.

Hebdomadaire

Prix : 0 fr. 50

APRÈS CHAMPIGNY

La manifestation de dimanche dernier à Champigny a montré une fois de plus combien le parti socialiste est devenu l'instrument et le protégé du gouvernement capitaliste, et aussi combien la tactique du parti communiste dans sa lutte contre la social-démocratie est fautive.

Les socialistes sont les hommes de la « patrie ». Ils l'ont montré à Champigny; ils le montrent à la Chambre des députés. Les discussions qui eurent lieu à Tours, pour ou contre la défense nationale en régime capitaliste n'étaient pas vaines. Les socialistes ont gardé pour eux la volonté de défendre la patrie bourgeoise. Maintenant, ils vont jusqu'à s'offrir à la diriger vers de nouvelles tueries, vers de nouvelles « défenses nationales ». L'antipatriotisme, le véritable internationalisme prolétarien est resté du côté du communisme. Nous nions la nécessité de défendre en quelque cas que ce soit, la « patrie » bourgeoise, pas plus la France « une et indivisible », que la « petite patrie » alsacienne, soit dit en passant pour les partis communistes alsaciens.

Cet appui sérieux que la grande bourgeoisie trouve auprès des socialistes, elle le leur échange contre une protection et une sollicitude extrêmes. L'armée, la police, l'administration et le drapeau tricolore sont à leur service. Ils aident la patrie, mais la patrie les soutient et les patronne.

Tardieu dit aux socialistes, le 29 novembre à la Chambre des députés : « Mon action du maintien de l'ordre n'aurait-elle fait que vous permettre de tenir un grand meeting à Paris, il y a six semaines, après neuf ans de silence, que je m'en féliciterais. » Maintenant, le cynique bonhomme peut ajouter : « Je me félicite doublement puisque je vous ai de nouveau permis de faire une bonne petite manifestation patriotique pour bourrer le crâne des travailleurs, en vous donnant l'occasion de vous rallier une bonne fois au drapeau tricolore de la bourgeoisie. »

Blum peut être fier. Lui et ses amis Thomas, Grumbach, Wels ont pénétré à Champigny sous une bonne escorte de mouches et de flics qui les ont accompagnés sans cesse. Le leader du parti socialiste tirait son coup de chapeau aux drapeaux tricolores qui passaient tout le parcours du défilé « socialiste ». Il se glissait le long des gardes mobiles, fusils en bandoulière, symbole remarquable et tout à fait clair aux yeux des travailleurs qui se trouvaient présents. Des banderoles grotesques surplombaient la rue qui mène de la gare de Champigny au monument aux morts de 1870. Des appels pacifistes, des citations de Victor Hugo et d'Anatole France. Pas une parole révolutionnaire, pas une mâle parole prolétarienne.

Le « socialisme » français pérora sous la protection des gardes municipaux et de la police. Les « groupes d'auto-défense » n'avaient pas besoin de s'inquiéter.

Et pour qui, contre qui ce grand déploiement de forces ? Evidemment contre les communistes.

Pourtant, ils étaient peu nombreux et ils furent assez peu soutenus. Presque tous appartenaient aux Jeunesses communistes. Ils ne furent pas repoussés par les « groupes d'auto-défense » socialistes mais par la police, qui chargea violemment leurs groupes et blessa à coups de matraque une douzaine de camarades. Les « chefs » du parti, on les cherchait vainement, comme à l'ordinaire. Laissons de côté les rodontades de l'*Humanité* du lendemain.

Pendant plusieurs jours, l'*Humanité* et toutes les organisations du parti et de la C.G.T.U. ont appelé le prolétariat à venir manifester à Champigny. Dernièrement, le secrétariat du parti se vantait de compter 10.000 membres dans la région parisienne. Nous constatons que sur ces dix mille membres, sur les centaines de milliers de votants communistes, 1 à 2 milliers se trouvaient à Champigny. Oui ou non, lorsque le parti en est là, est-ce un signe qu'il est coupé des masses, que les masses ne réagissent plus à son appel ? Oui. Le parti a toujours dans son sein la poignée de camarades qui se rendront à n'importe quelle manifestation pour permettre à l'*Humanité* du lendemain de chanter victoire. Mais cela ne change pas les faits. Après Vincennes, après le 1er mai, après le 1er août, nous avons Champigny. Après le 1er août, qui n'eut aucun écho, les représentants du parti racontèrent à Moscou que les travailleurs avaient manifesté par centaines de milliers. Après Champigny, on

nous parlera de la même façon. Quelques camarades du parti ont été assommés par les flics. Mais les braillards de l'*Humanité*, les apôtres de la radicalisation des masses, où étaient-ils ?

Il est certain qu'une odieuse manifestation patriotique comme celle des socialistes à Champigny devrait appeler une riposte, une protestation du prolétariat ; le parti communiste devrait être le porte-parole du prolétariat dans cette action. Mais le fait est que le prolétariat réagit d'une manière infime, et que les membres du parti eux-mêmes ne suivent pas l'appel de leur journal. Et cependant, à chaque nouvelle occasion le parti recommence la même tactique, lance des appels anarchiques en espérant qu'il en sortira quand même quelque chose. Aucune préparation politique, aucune propagande en profondeur dans tout cela. Rien que de l'agitation superficielle.

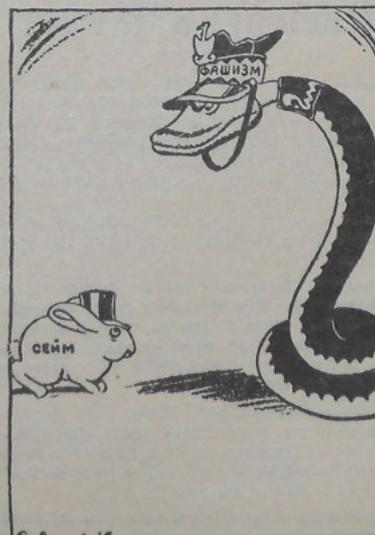
Il faut changer de méthode. Il ne suffit pas de saboter (ou plutôt d'essayer de saboter) les réunions socialistes pour gagner des ouvriers. L'expérience prouve que par ce seul moyen on en perd. Avant d'être en mesure de saboter ou de retourner des manifestations faites par des adversaires, il faut être capable soi-même de tenir ses propres réunions, de faire ses propres manifestations. Or, le parti en est aujourd'hui incapable. Il se borne alors à énerver une très légère couche d'ouvriers, en abandonnant la masse travailleuse. Si la masse montrait mieux sa solidarité avec le parti, alors des actions offensives pourraient être tentées avec de sérieuses chances de succès.

Il n'y a pas aujourd'hui de radicalisation des masses. Les masses ouvrières, anesthésiées par les différents poisons démocratiques — pacifisme, assurances sociales, démagogie socialiste — et aussi intimidées par la dictature pesante de la grande bourgeoisie, stationnent sur une position réformiste. Les rangs de la C.G.T. augmentent, alors que ceux de la C.G.T.U. diminuent. La pression capitaliste qui s'accroît, les réveillera; mais les conditions particulièrement favorables du capitalisme français, rendent ce processus très lent, très morcelé. Et la politique générale du parti communiste et de la C.G.T.U. ne contribue pas peu à les désorienter.

L'évolution des masses vers une attitude plus révolutionnaire aura certainement pour effet de faire sauter les cadres et la bureaucratie actuels du parti, d'imposer une direction nouvelle. Mais aujourd'hui, le mouvement n'est pas si large ni si profond.

Il faut empêcher que se renouvellent les petits putschs successifs où s'usent les éléments communistes combattifs ! Et plus encore, que ces petits putschs soient pris pour de véritables offensives prolétariennes. Oui, les socialistes sont couverts par la police de Chiappe, mais il ne suffit pas de le dire, il faut en convaincre les masses et, pour cela, les manifestations comme celle de Champigny sont tout à fait insuffisantes.

EN POLOGNE



Le serpent fasciste guette le lapin parlementaire :
— Vais-je lui casser les reins tout de suite, ou vaut-il mieux attendre ?

LA SEMAINE

Patriotisme de droite et patriotisme de gauche.

Deux manifestations pour un dimanche. Deux cérémonies officielles. Le matin, les anciens combattants défileront place de l'Etoile en l'honneur de Georges Clemenceau. Un groupe était détaché des autres : « Messieurs les anciens combattants de la Préfecture de police ». Chlappe présida à la cérémonie, comme l'après-midi il présida avec messieurs les anciens combattants de la P. P., à celle de Champigny. Les socialistes fêtèrent la politique locarnienne entre des haies de drapeaux tricolores et de gardes mobiles. Les gardes mobiles étaient là pour assommer les ouvriers révolutionnaires qui avaient suivi les appels de l'*Humanité*.

Le règne de la trique.

Ces assommades-là, aucun démocrate ne proteste contre elles. On le vit bien à la chambre lors de l'interpellation sur l'affaire Almazian. Les tortures infligées, dans un souverain arbitraire, pour faire avouer un homme, avaient scandalisé l'opinion. Pour une fois, la pratique constante des brutes policiers soulevait l'émotion publique, l'ardieu sut ramener le débat dans son cadre véritable, en justifiant le régime de la trique, du passage à tabac et des assommades par la lutte contre les ouvriers révolutionnaires. « Les frontières du droit individuel et du droit social sont rendues plus difficiles encore à une époque comme la nôtre, dit le *Temps* patelin, où l'entreprise communiste menace toute la société ».

Tardieu, plus précis, invoqua la nécessité de défendre l'ordre menacé : « A côté de ce vieil esprit révolutionnaire, français avec lequel nous nous retrouvons cœur à cœur lorsque la patrie est en danger, nous avons une organisation révolutionnaire payée par l'étranger. » Certes, maintenant que la bourgeoisie connaît un autre adversaire de classe que ces révolutionnaires prêts à partir le premier jour de la mobilisation, elle est décidée à employer tous les moyens de violence, même illégaux, pour les combattre. L'internationalisme révolutionnaire, le refus de se rallier finalement aux intérêts généraux de la nation capitaliste, c'est la marque, pour la bourgeoisie, de l'antagonisme décisif. Pour des ouvriers révolutionnaires aussi, ils savent que la liaison avec le prolétariat international et la lutte décisive contre l'Etat bourgeois, sa patrie et son armée sont les voies de son émancipation. Ils connaissent les inmondes et lâches brutalités des policiers, lâchés contre eux par les hypocrites phrasiers de la bourgeoisie. Ils savent qu'il n'est rien d'autre à leur opposer que la force de leur union dans les syndicats et dans un parti solide.

Quant aux démocrates, aux gauches, leurs intérêts de clique politicienne avant tout. Ce ne sont pas les amis de Malvy qui inquiéteront le Chiappe à Malvy. Aucun des interpellateurs de la Chambre n'a manqué la moindre solidarité avec les ouvriers maltraqués. La nécessité pour la bourgeoisie de mater la résistance prolétarienne a fait litière des habitudes démocratiques. Le passage à tabac, ensuite les juges et les années de prison. La rue est aux crosses des gardes mobiles. Trois jours après le débat académique de la Chambre, les matraques de la police fonctionnaient à Champigny.

Les défenseurs de la liberté.

A mesure que se rapproche la date à laquelle doit entrer en vigueur la loi sur les assurances sociales, s'accroît la vigueur de la protestation des patrons de combat. Ils combattent la loi à cause de la charge qu'elle ferait peser sur l'industrie et le commerce. Mais ils invoquent tous les arguments spécieux empruntés à l'arsenal de la liberté du commerce et de l'industrie, la liberté des patrons exploités, la seule qu'ils défendent. Ce sont les dignes descendants des hommes qui, au nom de la liberté familiale, s'opposaient à ce qu'on interdise le travail des forges et des verreries aux enfants de six ans et de huit ans.

« La prévoyance réelle, dit le *Temps*, celle qui tient au libre exercice des facultés de la personne humaine, se serait vu substituer sous le nom de prévoyance imposée, un régime radi-

calement différent de celui qui, déjà, a accompli tant de merveilles, au double point de vue matériel et moral. » Ces pompeuses phrases, qu'on ne s'y arrête pas. Sous couleur de réformes, la loi apporte peu de chose aux ouvriers et leurs salaires réduits compensent les avantages contestables. Demain, les patrons s'y rallieront et l'exploiteront à leur profit, pour en faire un organisme d'encadrement et de pression sur les ouvriers.

Feux de joie sur le Rhin.

La politique de collusion des deux impérialismes voisins et la puissance renaissante de l'Allemagne ont rendu nécessaire l'évacuation de la seconde zone rhénane occupée par les troupes françaises. Interférence de la politique de spoliation violente et de la politique de tractation diplomatique. A peine la troupe avait-elle tourné les talons que les nationalistes allemands étaient bruyamment la fin de l'occupation militaire. Leurs manifestations infligent un démenti éinglant aux vantardises des nationalistes humanitaires d'ici qui ne tarisèrent pas de réciter sur les rapports attendris du commandement militaire avec les populations occupées.

Journaux et Revues

Les socialistes du voisin

Le *Temps* publie un portrait rageur de Philip Snowden, socialiste et fidèle serviteur de l'impérialisme britannique, signé Bardoux. L'auteur rappelle quelques écrits de Snowden : sur les projets de collaboration franco-allemande.

Une menace des plus graves pour le commerce de la Grande-Bretagne... J'avertis les intérêts commerciaux britanniques, particulièrement les industries textiles et métallurgiques de se tenir sur le qui vive.

Et l'auteur conclut :

Voilà l'homme de demain, un autre socialiste désocialisé, qui saura servir, plus ardemment, que Ramsay Mac Donald, le robuste égoïsme de la finance et du commerce et réaliser plus étroitement que Ramsay Mac Donald la nouvelle politique de dissociation européenne et de collaboration américano-britannique.

La bourgeoisie s'exprime sans réticence sur les socialistes du voisin. Naturellement, en France, il ne manque pas de Snowden : Paul Boncour, Renaudel, Léon Blum, chacun fait de son mieux pour servir les « robustes égoïsmes » de la bourgeoisie qu'elle soit commerciale, financière ou industrielle. Mais la grande bourgeoisie préfère traiter ses socialistes avec le fouet — et se plaindre du contentement que donnent au voisin et concurrent ses propres socialistes.

Les mensonges de la "Vie Ouvrière"

Nous avons signalé, dans notre numéro du 22 novembre, un grossier mensonge de la *Vie Ouvrière*, — soi-disant collaboration d'un ami et correspondant de Trotsky à un journal pro-fasciste de Vienne, la *Neue Freie Presse* — promettant d'y revenir après enquête, pour donner toutes les précisions nécessaires.

Voici ce qu'avait écrit la *Vie Ouvrière*, qui, en s'adressant aux rédacteurs de la *Vérité*, les appelle « ces messieurs » :

Ces messieurs consacrent des articles au fascisme autrichien. Que pensent-ils de la collaboration de Solntzeff, ancien professeur rouge, ami et correspondant de Trotsky, actuellement aux Etats-Unis, dans la *Neue Freie Presse* de Vienne, organe qui soutient les « heimwehr » ?

Notre correspondant de Vienne, bien que fixé pleinement sur la vérocité de cette allégation, a demandé à l'administration de la *Neue Freie Presse* les articles publiés par son collaborateur Solntzeff. Il a reçu la réponse suivante :

En réponse à votre lettre, nous vous informons qu'à ce jour, nous n'avons publié aucun article de M. Solntzeff.

Inutile de commenter. Mais chaque fois que la *Vie Ouvrière* mentira en ce qui nous concerne, nous lui mettrons le nez dans ses mensonges.

LES LIVRES

PANAÏT ISTRATI : Vers l'autre flamme.

« Je suis un révolutionnaire sentimental », déclarait P. Istrati dans son interview aux *Nouvelles Littéraires*. Nous ajouterons que la révolte sentimentale ne suffit nullement pour faire un révolutionnaire ; bien au contraire, on risque de n'être qu'un vague anarchisant et de rester ainsi un individualiste petit bourgeois, sous le radicalisme des formules.

Le dernier titre d'Istrati sur l'U.R.S.S. est l'illustration. On en connaît déjà un fragment : l'affaire Roussakov. D'un méfait entre beaucoup d'autres de la bureaucratization, Istrati au lieu de montrer les causes de cette dégénérescence bureaucratique et de chercher le remède, généralise et déclare que c'est là l'aboutissant de la dictature prolétarienne.

Le tyrisme n'est pas une critique de classe ; la première partie du livre confirme notre opinion. Dans un mélange de pathétique, de serments et de professions de foi prolétarienne, la main sur le cœur, emporté par l'élan fougueux du conteur oriental, Istrati tente de définir sa doctrine. Malheureusement, il n'en est rien. C'est l'étalage complet du plus grand désarroi qu'on puisse imaginer ; nous voyons qu'il lui manque la boussole, en l'occurrence une idée directrice, en un mot le sens de classe, base de toute critique prolétarienne. Rien de cela. L'individualisme extrême du déclassé devenu trop gendeletré, où une idéologie de lumpenproletariat le dispute à un esthétisme petit bourgeois, sous le couvert d'un radicalisme révolutionnaire.

Istrati parle de faits qu'il ne comprend pas et qu'il ne peut interpréter ; il aurait dû en prendre conscience et ne pas se faire un piédestal de l'antidogme et du mépris de toute doctrine, y compris le marxisme, qui est tout le contraire d'un dogme.

La réaction anarchique ne suffit pas ; lorsqu'elle s'exprime, elle est nuisible, car elle va à l'encontre de l'intérêt de classe, en ne donnant aucune réponse à cette question : Quel est le sens de la crise russe ? Que faire ?

La bureaucratie soviétique est un fait que nous combattons ; les persécutions, les déportations ont un sens de classe que nous expliquons, que nous condamnons en apportant les remèdes au mal ; c'est là faire œuvre positive dans l'intérêt du prolétariat. Mais à travers tous les maux, les plaies, nous voyons la révolution authentique de classe, qui s'est manifestée par la socialisation des moyens de production. Ce qui nous importe, c'est d'améliorer l'œuvre accomplie, d'accentuer en profondeur le sillon tracé. C'est de maintenir et de rendre plus vivante que jamais cette Révolution d'Octobre que nous défendons en luttant pour qu'elle ne perde pas son sens prolétarien.

P. Istrati, à l'encontre de tous ceux qui allèrent en U.R.S.S., a voulu voir la réalité telle qu'elle est ; malheureusement sa tentative a échoué. Il a le courage de dire les faits qu'il a vus, mais ne sait les comprendre dans la complexité qu'est une révolution sociale. Il généralise empiriquement et donne un jugement faussé. Mais il reste à son avantage le courage de vouloir dire la vérité, ce qui n'est pas si fréquent.

Il a voulu faire une œuvre au-dessus de ses forces. Il a fait fausse route, le sentimentalisme, si pathétique fut-il, ne suffisant pas pour porter un jugement de classe.

« Si tu regardes à la surface, tu ne seras pas content. Mais si tu sais voir, tu aimeras notre Révolution », répondit Racovsky à Istrati qui l'interrogeait. Nous craignons fort qu'Istrati n'ait vu que la surface et qu'il l'ait prise pour le fond. — J. J.

LA VÉRITÉ

Hebdomadaire

de l'Opposition communiste

45, Boulevard de la Villette, Paris X

Abonnement : 6 mois 13 fr.

1 an 25 fr.

Chèque postal : P. Frank 136.855

Paris.

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à P. Frank.

Tout ce qui concerne la rédaction,

à A. Rosmer.

Lettre d'Allemagne

Le Leninbund sur une mauvaise voie

Berlin, 29 novembre.

Le malheur du Leninbund consiste en ce qu'il veut jouer le rôle d'un parti autonome, alors qu'il n'est en réalité qu'une faible fraction. Je ne doute pas un instant que si vous persistez dans la voie actuelle, vous mènerez en peu de mois l'organisation à une catastrophe.

(Lettre du camarade Trotsky à la direction du Leninbund, 13 octobre 1929.)

Il y a dix-huit mois, le Leninbund recueillait 40.000 voix ouvrières en Prusse, dont 8.374 à Berlin seulement. Durant ces dix-huit mois, il n'a pas su consolider les positions acquises, étendre son influence dans de nouveaux domaines et ainsi renforcer ses rangs. Depuis quelque temps, des camarades s'efforcent de montrer que l'absence d'une ligne politique claire, le flottement perpétuel entre Korsch et Brandier ne peuvent avoir que de fâcheuses conséquences pour le Leninbund. Les faits ont justifié leurs prédictions. Aux dernières élections municipales, le Leninbund a perdu plus de la moitié des voix qu'il avait eues en 1928. A Berlin, où paraît son journal, *Volksstimme*, il tombe de 8.374 suffrages à 3.784.

Les camarades de la minorité demandaient qu'on ne présente pas partout, par principe, des listes de candidats — ce qui serait le fait d'un second parti — mais qu'on se borne à en présenter la seule, et où nous avons une forte position et où nous représentons le parti dans l'esprit des masses. C'est ainsi qu'à Neusenburg, par exemple, nous avons non seulement pu recueillir toutes les voix communistes, mais encore nous avons enlevé 4 mandats aux social-démocrates. Voilà un véritable succès. Malheureusement, sur d'autres points du Reich, le fait de présenter des candidats a servi la social-démocratie et a ainsi déqualifié le communisme aux yeux des ouvriers.

L'établissement à tout prix et par principe, de listes autonomes était déjà assez grave, mais les moyens employés pour la campagne électorale étaient souvent tels qu'ils ne pouvaient que ridiculiser le Leninbund. Un des membres du Comité national n'a pas hésité à lancer un tract qui est un modèle d'opportunisme et pourrait être revendiqué par n'importe quel social-démocrate.

Ce sont là des manifestations d'une extrême gravité et qui doivent retenir l'attention de tous les membres du Leninbund, s'ils veulent retenir leur organisation sur la pente dangereuse où elle glisse. Les masses ont encore des illusions réformistes avec lesquelles il faut compter. Il s'agit justement de faire une politique qui, dans l'effort lutte quotidienne, mène les masses au moyen de leur expérience propre aux limites de la démocratie et leur prouve pratiquement que seul le dépassement de la démocratie bourgeoise par l'action révolutionnaire peut améliorer réellement leur situation.

Au lieu d'entreprendre ce travail sérieux et fécond, on s'imagine que ces illusions peuvent être détruites par des décrets et des phrases creuses qui ne s'appuient sur aucune expérience concrète. C'est ainsi que la classe ouvrière est laissée sans direction dans les moments décisifs et demeure incapable de tirer profit des circonstances comme ce fut le cas en Allemagne en octobre 1923, au lendemain de la chute de la république.

Un congrès national de l'opposition syndicale

Le 30 novembre aura lieu à Berlin le congrès des éléments révolutionnaires qui forment l'opposition syndicale. Les représentants de l'opposition existant dans un certain nombre de syndicats, ceux des conseils d'usine rouges et ceux des chômeurs, se réunissent pour délibérer sur l'organisation d'un vaste front de défense contre l'offensive du capital.

Les réformistes attaquent féroceement ce congrès et en particulier le Parti communiste allemand qu'ils dénoncent comme « l'organisateur de la scission syndicale ». Mais tous les ouvriers révolutionnaires appuieront cette initiative, car le congrès peut donner une nouvelle et puissante impulsion aux masses exploitées, à condition, bien entendu, qu'il soit conscient de ses tâches, qu'il apprécie d'une manière juste la situation en Allemagne et qu'il élabore un programme de lutte révolutionnaire capable de rassembler les ouvriers et d'assurer leur défense.

On peut craindre malheureusement que le Parti

communiste allemand manque une fois encore à son rôle et ne sache pas aider efficacement les délégués rassemblés. A la veille du congrès, il n'a rien fait, rien étudié, rien préparé de sérieux.

Quelles indications apportera-t-il au congrès pour grouper les millions de prolétaires allemands en un puissant front de défense ? Tout indique qu'il cherchera à couvrir l'absence d'une politique minutieusement réfléchie par les petits moyens habituels concernant exclusivement l'organisation : on parlera de créer de nouveaux comités ! Et l'on répétera les fautes qu'on a déjà souvent commises. Que compte faire le comité central du Parti communiste allemand contre l'offensive soviétique méthodique des réformistes ? Continuer à se laisser isoler jusqu'au moment où il n'y aura plus un seul communiste dans les syndicats ? Jusqu'au moment où les réformistes auront réussi à démoralliser, sans même avoir eu à lutter, les millions d'ouvriers syndiqués ?

Et comment le Parti pense-t-il agir pratiquement pour amener l'énorme masse des chômeurs dans la lutte, pour éviter que la misère ne les décourage et ne les jette dans les bras du fascisme ? Il n'est guère permis d'espérer que la direction actuelle se montre capable d'aborder sérieusement ces problèmes.

Enfin, il est inconcevable que le Leninbund, qui veut être et devrait être l'organisation de l'avant-garde communiste, n'ait pas encore pris position à l'égard de ce congrès, qu'il ne s'efforce pas d'y envoyer des délégués, et ne s'occupe pas des problèmes qu'il aura à résoudre. — K. L.

Le règlement du conflit sino-russe et l'utilisation du pacte Kellogg

L'insuffisance et le caractère tendancieux des informations transmises ne permet pas encore de voir exactement comment s'est déroulée ce qui paraît devoir être la dernière phase du conflit sino-russe.

Au moment où, pour la première fois, des hostilités militaires d'une certaine importance semblaient devoir s'engager, et où l'*Humanité*, pour ne pas en perdre l'habitude, écrivait de flamboyantes sottises, tout d'un coup la nouvelle parvenait que l'accord était fait entre Moukden et Moscou, sur la base des conditions formulées par l'Union soviétique.

Ces conditions étaient celles du premier jour et n'ont jamais varié : c'est avant tout, le rétablissement de la situation existant avant le coup de force. Nankin s'acharnait à ne pas céder, s'entêtant dans son agression. Mais c'est la Mandchourie qui souffrait le plus de l'interruption et des difficultés du trafic ferroviaire et on comprend fort bien que le seigneur de la Mandchourie ait profité de la première occasion pour faire la paix, sans prendre l'avis de Tchang-Kai-Chek.

Mais alors que l'accord se faisait entre Moscou et Moukden et qu'il n'était plus question d'opérations militaires, voilà que les grandes puissances, Amérique, Angleterre, France et même l'Italie de Mussolini, interviennent avec ostentation, brandissent le pacte Kellogg. L'importance que donnent les journaux à cette intervention, la teneur des notes remises par les agents diplomatiques, ne manquent pas d'être inquiétantes et le fait qu'un journal comme le *Times* consacre maintenant chaque jour des colonnes entières à cette affaire n'est certainement pas sans signification.

L'U.R.S.S., dira-t-on est prise à son propre piège. Elle a voulu jouer au plus malin en signant le pacte Kellogg et aujourd'hui, dans une circonstance sérieuse, les impérialistes trouvent dans le pacte une arme contre elle. Pour notre part, nous avons toujours pensé que l'adhésion à la farce Briand-Kellogg était une lourde faute. Mais il est certain qu'à défaut du pacte les grandes puissances, qui ont longuement concerté leur action, auraient trouvé autre chose pour baser leur intervention. La politique de Tchang-Kai-Chek qui a consisté à faire traîner les choses en longueur, montre une fois de plus que cette politique est liée aux grands impérialismes authentiques. Et le fait que le Japon reste à l'écart de l'action entreprise par les chevaliers servants du pacte est également significatif : ses intérêts sont distincts de ceux des autres grandes puissances. — A. R.

Les menchéviks russes à Paris

UNE CONFÉRENCE D'ABRAMOVITCH

Où va Staline ?

Le 27 novembre, dans la salle du Grand-Orient, le leader menchévik et membre du bureau de la II^e Internationale, Abramovitch, tenait une conférence devant un auditoire assez nombreux. « Où va Staline ? » Tel était le sujet de sa conférence.

Mais, pour les menchéviks, la politique pratiquée par Staline découle logiquement de « la nature même du bolchévisme » et c'est pourquoi, au lieu d'un exposé sur la politique néfaste propre à Staline, nous allons entendre une description des horreurs et des crimes accumulés par le parti communiste, pendant les douze années de sa dictature et qui « aboutissent lentement, mais sûrement, à la catastrophe finale ».

Dans un immense pays agricole comme est la Russie, dit Abramovitch, les bolchéviks sont obligés, pour se maintenir au pouvoir, d'intensifier l'industrialisation. Mais pour industrialiser le pays, il faut des capitaux et par capitaux on n'entend pas que l'argent comptant — il faut encore des matières premières, un niveau culturel et technique très élevé. La Russie ne possède pas de ressources suffisantes pour son industrialisation. Les bolchéviks sont donc obligés de réaliser leur plan absurde et fantastique d'industrialisation au prix de la misère et des privations de la population, surtout de la population agricole.

D'autre part, les bolchéviks « veulent abolir la paysannerie ». Dans deux ans, les fabriques de grains vont produire 50 % de céréales qui sont fournies actuellement par 25 millions de propriétés paysannes privées. Dans quatre ans, toute la paysannerie sera supplantée par les kolkhoses et les sovkhoses et Staline n'aura plus besoin des paysans ». Mais le paysan russe se laissera-t-il abolir aussi facilement ? Evidemment non ! Et c'est là-dessus que la dictature bolchévique se cassera les reins.

Cette catastrophe aurait bien pu se produire déjà en 1921. Mais Lénine l'a retardée, en introduisant la Nep. Depuis, plusieurs zigzags ont été tentés. Dans la dernière lettre de repentir de Rykov, Tomsky et Boukharine, le leader menchévik voit aussi une sorte de manœuvre de la part de Staline qui « trouvera bien des citations chez Lénine pour justifier son nouveau revirement à 180 degrés et pour tenter une Néo-Nep ». Mais l'économie russe ne se laissera plus violenter. Des zigzags de ce genre dans la vie économique ne se font pas impunément. Les lois économiques qui sont valables pour la Russie aussi bien que pour le reste du monde amèneront la Russie sur « le chemin historique », suivi par les autres pays de l'Occident, et ce « chemin historique » — vous le devinez — c'est le capitalisme.

Or, il existe, d'après Abramovitch, « un bon et un mauvais capitalisme », un capitalisme plus ou moins rapace. La vague thermidorienne qui s'approche, peut amener toutes les horreurs du « mauvais » capitalisme, du capitalisme réactionnaire. C'est pourquoi les social-démocrates russes, partant de cette analyse économique et sociale, se proposent comme tâche urgente dans la situation actuelle, de rendre la catastrophe qui se prépare, moins brutale et de créer une harmonie entre le capitalisme naissant et les intérêts du prolétariat.

Comme on le voit, les menchéviks russes restent en 1929 exactement ce qu'ils étaient en 1905 et 1917. Ce sont toujours les mêmes Don Quichottes du capitalisme russe. Après trois révolutions, après douze années de dictature du prolétariat, ils accusent toujours l'histoire de s'être trompée. Ils rêvent d'un développement « normal » de l'économie russe d'après toutes les règles de l'évolution capitaliste de l'Occident. Ils sont prêts à souffler une âme dans le corps moribond du capitalisme russe — pourvu que « les lois de l'évolution » triomphent !

Nous comprenons bien ce désir ardent des social-démocrates russes. Pour que l'ombre existe il faut la présence d'un corps. Pour que la social-démocratie renaisse en Russie, il lui faut la restauration et le développement du capitalisme russe. — O.

LA VERITE

paraît tous les vendredis

Dans le Nord

Menaces de scission dans les syndicats unitaires

Notre camarade Gaudou qui s'occupe avec persévérance et dévouement de la diffusion de la Vérité dans la région lilloise, nous adresse la lettre suivante :

Je diffuse le journal à chaque numéro de la manière suivante : j'envoie un exemplaire par poste aux camarades dont je connais l'adresse, soit une vingtaine, et je distribue le reste. J'ai essayé d'en mettre en vente dans un dépôt mais cela n'a pas été possible, Hachette ayant le monopole.

Les camarades à qui je distribue la Vérité lisent avec intérêt et pour la plupart sympathisent avec elle. Le malheur est que beaucoup de copains n'ont pas une compréhension suffisante et il faut dire également que je suis le seul ici qui combatte franchement la direction du parti et celle de la C.G.T.U. Il y a souvenant des dégonflages et j'ai donc fort à faire. Minoritaires et oppositionnels ne manquons cependant pas mais peu osent prendre position nettement contre la direction du parti. Mais cela éclatera un jour.

Mon opinion sur le journal ? Evidemment je le trouve indispensable. Je crois que le meilleur numéro est celui du 10^e anniversaire de la Révolution d'Octobre. L'étude de Trotsky sur la situation de l'U.R.S.S. est très claire.

Laissez les tendances s'exprimer dans la Vérité ; vous aurez ainsi les plus grandes chances de succès, le défaut principal du parti c'est l'absence de démocratie dans le parti et aussi la phraséologie dégoûtante dont on use à l'égard de quiconque se permet une critique. Le communisme ne peut pas être un nouveau papisme. On sait très bien que les ouvriers n'ont pas reçu une éducation académique mais il est étrange de voir ceux qui prétendent être l'avant-garde du prolétariat croire que pour parler aux ouvriers il faut employer un langage grossier.

Je ne connais pas la situation dans toute la région mais je connais bien celle de Lille, Roubaix et Tourcoing.

L'opposition se manifeste surtout dans les syndicats unitaires. Ne croyez pas un mot des comptes rendus de l'Humana. Vous savez comment ils sont faits. La tactique consiste à dénigrer les hommes en les discréditant. Seulement je ne sais si à Paris c'est chose facile, ici c'est beaucoup plus laborieux. Aussi y met-on de l'aclairement. Mais voilà, c'est au résultat contraire qu'on aboutira.

Leurs procédés sont tellement écoeuvants que nous sommes contraints nous aussi à nous organiser. Nous serons amenés à combattre la politique du parti communiste et c'est bien à leur but. On nous traite en effet couramment de fascistes.

Le parti, pour justifier sa position, essaie de faire croire que nous voulons la scission et il nous provoque sur ce terrain : il est à craindre que ce ne soit vraiment l'aboutissant.

En attendant, nous subissons une diminution d'effectifs. Vous comprendrez que les dirigeants des syndicats qui ont eu tant de peine à constituer leurs organisations la trouvent mauvaise.

Nous sommes naturellement sensibles à l'appréciation donnée de la Vérité dans cette lettre car elle justifie la justesse de nos efforts et c'est pour nous un précieux encouragement. Ce que fait notre camarade dans son coin peut aussi être donné en exemple à nos amis provinciaux, à ceux qui ne l'ont pas spontanément initié ou ont montré une persévérance moindre. Mais c'est surtout sur les informations que nous donne notre camarade que nous voulons attirer l'attention des lecteurs de la Vérité.

Ce qu'il nous dit nous montre à quel point dans la C.G.T.U. l'idée de scission est dans l'air, quels progrès elle a déjà faits. Et nous pouvons ajouter que nous avons pu recueillir sur place, sur d'autres points du pays, des informations analogues. Les syndicats unitaires s'affaiblissent ; des adhérents s'en vont, d'autres restent mais en faisant la grève des cotisations : ils refusent de donner leurs sous à une direction qui saccage le mouvement. On se demande avec appréhension ce qui se passera en janvier, lors de la prise des cartes pour

1930. Tel est le beau travail de la direction confédérale et comment elle s'achemine vers la réalisation de syndicats de masse. Que les syndicats s'animent, qu'on y rende la vie intolérable pour les syndiqués du rang, peu importe. Ce qu'il faut, c'est qu'elle s'impose et demeure.

C'est exactement la tactique suivie par Jouhaux lorsqu'il achemina la C.G.T. vers la scission. Il fallait aussi qu'avant tout demeure, contre la volonté de la majorité certaine des syndiqués, une direction et que soit suivie une certaine politique.

Mais de même que nous avons dénoncé et combattu sans répit la politique scissionniste de Jouhaux, nous devons combattre la politique scissionniste de la présente direction de la C.G.T.U. C'est une lutte difficile car il faut garder tout son sang froid et résister à des provocations incessantes.

Toute faute commise par la minorité est alors irréparable et en entraîne d'autres. Les militants doivent s'acharner à faire comprendre autour d'eux que non seulement il ne faut pas abandonner les syndicats unitaires mais qu'il ne faut pas se laisser exclure. Sinon l'histoire se répétera, avec, cette fois, des conséquences encore plus graves.

Impressions de Champigny

Le Populaire de lundi nous apprend avec indignation que le préfet de police avait interdit la manifestation de Champigny. Tous ceux qui se trouvaient dimanche dernier dans cette commune rectifieront sans peine : toute manifestation communiste était interdite ; par contre, non seulement les socialistes eurent le droit de manifester, mais la police fut à leur service. Des barrages de police exigeaient les cartes de ceux qui voulaient traverser et des militants de la S.F.I.O. les vérifiaient en accord avec la police. En outre, nous avons vu Blum entouré d'une quarantaine d'agents, non pour l'emmener à titre de « manifestant présumé » ainsi que Chiappe a l'habitude de procéder quand il interdit les manifestations, mais pour le protéger contre les travailleurs communistes venus pour dénoncer l'impudence de ceux qui, après avoir attisé la haine entre prolétaires français et allemands pendant quatre années préchant maintenant le rapprochement entre ces deux peuples.

Aujourd'hui, comme en 1914, la social-démocratie sert bien les intérêts de sa bourgeoisie. Quand capitalistes français et capitalistes allemands se disputaient par les armes les marchés mondiaux, socialistes français et allemands poussaient les travailleurs à se massacrer les uns les autres ; quand ces capitalistes sont contraints par les nécessités économiques de se rapprocher, ces mêmes socialistes prêchent la réconciliation ; que demain, les deux nations se retrouvent en conflit, les socialistes seront parfois les plus farouches jusqu'aboutistes ; il est normal par conséquent que la police soit à leur disposition comme elle l'est pour tous les serviteurs de la bourgeoisie.

Cecl dit, venons en aux manifestations qui se déroulèrent dans les rues de Champigny. Nous avons bien souvent dénoncé le bluff des comptes rendus de l'Humanité, nous le ferons encore car nous pensons que l'on nuit à la classe ouvrière en lui bourrant le crâne ; mais nous devons ajouter que sur ce point, les socialistes si soucieux de l'exactitude et de la correction vis-à-vis de la bourgeoisie se livrent aux mêmes affirmations grossières, au même bluff à l'égard du mouvement révolutionnaire. Voici quelques extraits des comptes rendus (?) de l'Humanité et du Populaire et mettons les choses au point.

« Les social-fascistes étaient quelques centaines. Les révolutionnaires étaient plusieurs milliers... Oui, c'est une bonne journée révolutionnaire. C'est un grand pas en avant. » (Humanité 2-12-29).

« Pour faire face aux dix mille manifestants que le parti socialiste avait réunis à Champigny, les bolchévistes avaient tout juste pu

grouper cinq cents fanatiques... les perturbateurs de Moscou ont perdu toute combativité et lorsqu'ils s'ingénient à contrecarrer notre action, nous nous sentons assez sûrs de nous pour les mettre rapidement à la raison.

« Grâce à la protection des flics de M. Chiappe, les communistes échappent à une sévère leçon. » (Populaire 2-12-29).

Plus certainement, il y avait environ cinq mille personnes à Champigny, dont peut-être deux mille communistes. Comme toujours la police se livre à des brutalités contre les travailleurs communistes. De violentes bagarres eurent lieu auprès du monument, dans les rues, et également sur le quai de la gare lors du retour à Paris. La rue appartint à la police et cette journée fut semblable à bien d'autres journées (Ivry, St-Denis). Nous ne pouvons pas la considérer comme « une bonne journée révolutionnaire, comme un grand pas en avant. » Quant à la sévère leçon que les socialistes nous auraient infligée sans la présence des flics, il y a de quoi rire. Voyez-vous son escorte de police retenir Blum et l'empêcher de faire un malheur ? Il n'y eut protection de la police que pour les socialistes, et quelques-uns d'entre eux, ainsi abrités, tinrent des propos odieux que nous rapportons par ailleurs.

Quelques constatations, quelques remarques faites dans la journée. Comme Japy fut le premier grand meeting dans Paris, Champigny fut la première grande manifestation en banlieue tentée par les socialistes depuis la scission. Est-ce-à-dire que la S.F.I.O. a reconquis du terrain auprès des travailleurs de la région parisienne ? Nous ne le pensons pas. Chez les manifestants socialistes, l'élément dominant n'était pas constitué d'ouvriers appartenant d'ailleurs à l'aristocratie ouvrière ; on voyait surtout des fonctionnaires moyens, des petits commerçants, des élus avec leurs comités électoraux, des étudiants, à qui le parti socialiste apportera l'idéal : des sièges dans les assemblées. La classe ouvrière parisienne qui ne suit plus les mots d'ordre du parti communiste, n'est pas allée aux socialistes. Ceux-ci ont simplement acquis de l'assurance, d'une part la police les protège, d'autre part le parti communiste n'est plus capable d'entraîner les masses. Il y a quelques années, l'annonce d'une manifestation socialiste eût amené des milliers de travailleurs irrités.

PROPOS DE SOCIALISTES
à l'occasion d'interventions policières

« C'est toujours pareil. La canaille se tire et ce sont les honnêtes gens qui se font prendre. »

« Ah ! voilà un peleton de flics. Ils [les communistes] ferment leur gueule. C'est rigolo. »

Ce qui se passa au retour ne peut que confirmer notre façon de voir. En débarquant à la gare de la Bastille, nous eûmes la surprise de constater que la police n'était pas là. Chiappe n'avait pas tout prévu ce jour-là. En quelques instants une manifestation s'improvisa. Deux ou trois cents camarades s'engagèrent dans la rue de la Roquette et chantant l'Internationale ; aux fenêtres, on applaudit. La manifestation parcourut ainsi quelques centaines de mètres, arrêtant la circulation. Après quelques paroles d'un camarade, les manifestants se dispersèrent. Il est à signaler que quelques agents voyant de quoi il s'agissait, mais peu nombreux, jugèrent plus sage de s'en aller. Ainsi, tandis que le parti n'arrive pas à ses fins, enregistre des échecs presque à chacune de ses tentatives, spontanément une poignée de travailleurs profite d'une lacune de l'organisation de la police pour remporter un succès, car la manifestation de la rue de la Roquette fut un succès.

Un anarchiste en tirerait une condamnation de l'organisation ; c'est une conclusion que nous n'admettons pas car un mouvement d'envergure engagé dans de pareilles conditions serait voué à l'échec. Il y a simplement une direction dont les méthodes et les vues erronées désagrègent l'organisation, gâchent toute initiative de la base, une direction qui prête trop le flanc à l'adversaire. Il n'est pas difficile de conclure.

Dans le Parti

ASSEMBLÉE D'INFORMATION

Quand une crise surgit à l'intérieur du parti, que le malaise y règne, que l'humanité se tait tandis que la presse bourgeoise parle, la direction décide de convoquer une assemblée d'information, sous prétexte d'informer. On ou deux chefs du parti viennent faire de longs discours où ils parlent de tout et à peine de la crise elle-même, et surtout de ses causes. Après quoi, on ouvre la « discussion ». Ce qu'une discussion ainsi engagée peut donner, on l'imagine aisément. Tout se réduit à quelques critiques secondaires timidement formulées et l'« information » s'achève par des répliques foudroyantes des gens du centre. L'humanité accorde à ces derniers des colonnes et aux critiques quelques lignes. Pour restituer la physionomie vraie de ce genre d'assemblées, nous donnons ici un compte rendu assez étendu de celle qui vient de se tenir à propos des « six ».

Un cordon de camarades filtrait et introduisait un à un les arrivants au centre d'une double rangée de secrétaires de rayons ; à haute voix, leur numéro de rayon était crié et le secrétaire venait dévisager et reconnaître ; après quoi, la salle de la Grange-aux-Belles leur était accessible.

Dans la salle, un questionnaire était distribué aux assistants, questionnaire précis à tel point que son auteur en eut peur et fit imprimer en capitales : « Dès que les réponses aux questionnaires auront été dépouillées, cette feuille sera détruite. »

Enfin, « de nouvelles méthodes », diront certains. Elles ne valent pas grand-chose : On « identifie » un arrivant ? Suppose-t-on les files assez niais pour ne pas s'inscrire régulièrement. On détruit le questionnaire ? Promédeé enfantin pour calmer de justes alarmes.

Au cours de son exposé (?) Varagnat affirme que la région parisienne compte 10.000 membres. Mille seulement étaient présents à cette assemblée pourtant entourée d'une publicité sérieuse, et ayant des faits d'une extrême gravité à son ordre du jour. Aussi, la salle de la Grange-aux-Belles où se déroulèrent tant d'assemblées vivantes a-t-elle abrité vendredi soir une réunion où le monolithisme de ses assistants se manifestait par une triste passivité.

Beaucoup de jeunes camarades, beaucoup de femmes. Quelques revenants qu'on est assez surpris de trouver là.

Mille assistants ! c'est une indication précieuse. A l'échelle des réunions, depuis le sous-rayon, c'est la proportion. Les membres du parti se sentent à ces assemblées des spectateurs ; leur parti, ils croient le servir, ils ne se sentent pas le faire vivre, et quand une crise se produit, c'est le *Matin* qui la leur annonce et la commente. Un camarade le fit observer, mais Varagnat à la réplique décisive ; il lui cloua le bec en disant : « Nous aussi au centre ce sont souvent les journaux bourgeois qui nous informent. »

Quand la nouvelle est d'importance, que la crise est grave, on réunit une assemblée d'information, sans but précis, sans moyens ; là on entérine l'événement dans des jactances de « responsables ». Mais d'action déterminante : à la base, dans la cellule sur le fait politique, aucune possible si elle contrecarre l'opinion officielle. Le centre n'a pas admis que les cellules ou les rayons des « six », au temps de leur orthodoxie, les contrôle, exigent leur présence, toute question sur Renault ou Garchery était considérée comme une indiscrétion. Qui aurait dans son rayon exprimé un doute sur Sellier, aurait reçu comme apaisement quelque diatribe où le responsable aurait démontré le « danger de telles questions qui appartiennent à la campagne de la bourgeoisie pour décomposer le parti de l'intérieur. »

Ce ne sont pas là des suppositions, mais des faits qui se sont produits. Le responsable semble au courant de choses ténébreuses, le membre confiant ne veut pas contrecarrer des desseins qu'il ignore. La base ne se sent pas maltraitée, l'illégalité devient un moyen de gouverner dans le noir.

Toutes les assemblées d'information n'y pourront rien, il faut que la base délibère et que les délégués du centre se rappellent qu'il ne doit y avoir que des membres 'u parti.

L'insuffisance de telles assemblées a dégoûté

nombre de militants ; les 9 dixièmes des membres de la R.P. se souciaient donc fort peu de celle-là. Elle manqua d'intérêt.

Dans son exposé, Vassart cite toutes sortes de faits vrais, mais que des conclusions outrancières rendent peu profitables.

Le « social-fascisme » et le « nouvel élan révolutionnaire » furent la cause d'un long exposé.

Les « vertèbres » du nouvel élan et de la « radicalisation accentuée ? » : Les grèves, toutes les luttes qui marquent « une élévation de leur niveau ».

Entre autres « caractéristiques de la radicalisation » : le « rôle accentué des réformistes briseurs de grèves ».

La « preuve de la radicalisation » : « L'organisation intelligente de la répression ».

Enfin une conclusion prudente qui permettra un revirement sans choc : « La période de lutte actuelle ? Aggravation continue des perspectives, quoique un ralentissement de la crise soit toujours possible. »

En abordant la question française, Vassart donne un avertissement : « Il est inadmissible de se référer uniquement au 6e Congrès, il faut tenir compte principalement du 10e Plenum ». Plus loin une définition à la fois malheureuse et inattendue :

« Le plan Tardieu ; une espèce de plan quinquennal ».

Sur la vie du parti : un mot d'ordre : « Provoquer par un certain nombre de mesures la discussion ».

Faisant un bilan rapide de la période écoulée, il lance un blâme à celui qui s'est fait le complice de la plus infâme machination contre l'opposition (l'officier de Wrangel du 10 anniversaire) et « qui prit des vacances en pleine bataille du premier août », Vaillant-Couturier.

Vassart constate qu'il y a dans le parti une base à l'opportuniste et elle se caractérise par le recul constant de la base du parti sur le terrain des cellules d'usines, la dispersion de leurs membres et leur regroupement dans les cellules de rues « regroupement que nous endiguons avec peine » et conjointement « la transformation des journaux de cellules d'usines en journaux de la « section syndicale ». Il faut (rien de moins) « abattre cette tendance ». De la sorte Vassart encourage par avance la discussion. Dans les faits l'organisation actuelle du P.C. en cellules semble insuffisante, mais la discussion sur cette question est prohibée « comme opportuniste ».

Vassart morigène ceux « qui sont d'accord du bout des lèvres » et ce qui est plus étrange, « ceux qui sont d'accord mais qui discutent ».

Il signale encore un autre courant : ceux qui « se disent d'accord avec l'Internationale communiste mais pas avec le parti communiste ».

En résumé, dit Vassart, trois courants : Social-démocrate, Anarcho-syndicaliste, Nouvelle génération sans expérience, et « c'est le courant social-démocrate qui domine ».

Abordant enfin la question des six élus et venant à un reproche précis des cellules « on ne devait pas renouveler leur mandat », il a encore une trouvaille : « La direction avait non seulement à tenir compte de l'avis des 400 membres de leurs cellules, mais des milliers d'électeurs qui les avaient élus ». Garchery et ses amis sont également de cet avis.

Concluant enfin, il résume les tâches, entre autres : « Lutte pour la liberté de nos organisations de classe et même plus généralement pour les libertés ouvrières » (ce qui fut pudiquement dissimulé par l'*Humanité*).

Et, présumant du succès : « Préparer le passage à l'illégalité du Parti ».

« Inaugurer l'auto-critique du haut en bas mais en commençant par ses propres fautes ».

Cette dernière tâche est tout un programme : l'auto-critique c'est critiquer ce que la direction critique.

Vassart cède alors la tribune à un jeune secrétaire de la région parisienne. Au bout de quelques minutes, sur la pointe des pieds, les camarades quittent leur place et gagnent la sortie. Dans un exposé de près d'une heure, il

n'apporta qu'un fait qui porta : « Les six firent distribuer leurs affiches par les soins du bureau des T.C.R.P. »

Et il ne manqua pas de commenter longuement « l'autonomisme à la Deveaux ».

En résumé, morne assemblée. Nos jeunes camarades du parti devraient prendre leur rôle plus au sérieux et chercher plus profondément les causes du malaise dont ils sentent pourtant les effets. L'opposition les y aidera.

La seconde assemblée d'information ne réunit que quatre cents camarades.

Varagnat fit un résumé rapide des exposés de la dernière assemblée. Il conclut en faisant un bruyant appel pour « l'inauguration de l'auto-critique ». Cet appel resta vain ; lorsque le président demanda aux camarades présents de s'inscrire pour la discussion, ce fut un profond silence qui dura plus de cinq minutes, silence à tel point significatif que de partout les rires fusèrent.

Le camarade Molinier demanda la parole et commença par montrer la signification de ce silence.

« On n'inaugure pas l'auto-critique dans un parti bâillonné dans sa vie quotidienne ; ce que vous voulez, ce sont des critiques dans la mesure où elles expriment les critiques du centre. » Approuvé par une grande partie de la salle, il reprocha au centre de violer l'atmosphère du parti en empêchant toute critique qui dépasse ces limites. En particulier dans le cas Garchery, il rappela aux camarades, qu'il « n'était pas bon il y a six ou huit mois de parler de l'activité de Garchery ni des autres, c'était immédiatement être « un agent de la bourgeoisie au sein du parti pour la désagrégation de celui-ci par l'intérieur. Ce qui fut fait pour Garchery est actuellement fait dans d'autres cas, ou plus généralement pour toute critique concernant la politique fautive du parti. »

Il aborda le point politique et démontra qu'il ne s'agit nullement dans l'esquerme politique des élus « de cas accidentels » mais de conséquences politiques d'une direction fractionnelle de l'I.C. « La seule préoccupation de la fraction dirigeante depuis des années, c'est de conserver la direction, pour cela de lutter par tous les moyens en essayant de réduire à néant l'opposition communiste de gauche, et pour ces tâches, tous les contrepois sont bons. » A l'échelle internationale, des militants bolcheviks comme Radevsky sont déportés et des Bessedovsky hissés aux postes de confiance. A l'échelle nationale, ce sont des Marion que la bolchevisation met sur les pavés et les bons militants de l'opposition de gauche qu'elle rejette hors du parti. »

Ce fut un beau chahut. L'immanquable terrassier de service cria même : « Au syndicat des terrassiers, après de telles saloperies, tu ne descendrais pas vivant de la tribune. »

Concluant, notre camarade réclama la démocratie à la base du parti et de l'I.C., la discussion constante, libre, la liaison à la base ; « la fin de la politique fractionnelle de l'I.C. par la réintégration des exclus de l'opposition communiste de gauche. » Il s'éleva contre le mensonge systématique qui lui aussi, est un moyen de gouvernement de la fraction dirigeante. Il cita un exemple récent concernant l'affaire du chemin de fer de l'Est chinois, où Trotsky fut accusé dans l'*Humanité* de s'être élevé contre « l'impérialisme russe ».

Le fanatisme d'une partie de la salle, principalement des fonctionnaires qui étaient nombreux à cette réunion égalait leur bassesse. C'est au point que plusieurs d'entre eux s'écrièrent « Si on réintégrait Trotsky, on devrait aussi réintégrer Laporte ! »

Un camarade du quatrième rayon prit ensuite la parole et manifesta son étonnement de mauvais fonctionnement des commissions d'épuration qui venait à son avis d'être « démontré par la présence d'un trotskyste à l'assemblée ».

Pillot (18e) lui succéda. Il est bien connu de la plupart d'entre nous. C'est le démagogue ouvriériste de la 18e section. Il aime ses poses « j'suis l'gars qui met pas de gants dans la vie, c'est pas pour en mettre dans le parti ».

« Sa turbulence est verbale ; depuis plusieurs années, il est fonctionnaire. « Il faut parler dans les cellules, ceux qui ne parlent pas, il faut les faire accoucher ». Pilot, lui, est « pas d'accord complètement avec le sixième congrès mais d'accord — cent pour cent avec le dixième plénum ».

Il nous apprend que Garchery collaborait à un journal du bloc des gauches et que le comité central avisé a dit « qu'il ne fallait pas y toucher ».

Quant à Sellier « un jour qu'on rouspétait à son sujet, Sémard est venu et a dit : « Vous êtes bien contents quand vous exploitez son nombre de voix pour la propagande dans les usines », et sur Doriot : « Doriot se nettoie en les salissant, ça ne l'empêche pas d'être un Salom et nous savons qu'un Salom ce n'est qu'un Joly qui a peur... Des types comme lui, quand ils ne parlent pas, il faut leur monter sur les pieds pour qu'ils parlent. »

L'intervention de Pilot, ancien délégué au sixième congrès qui, à cette tribune, parla de « ses nombreux entretiens avec Molotov » montra bien quel est le niveau intellectuel d'une partie importante des cadres actuels.

Albert (sixième rayon) présente une motion « étonnant que le deuxième rayon n'ait pas encore exclu le trotskyste. Ensuite, pour l'autocritique « d'accord sur le principe mais il faut, quant à l'application, épurer complètement (1) le parti avant de la généraliser ».

Chairambaut (sixième rayon) demanda la « discussion épurative » dans les cellules et abordant la situation politique, il déclara l'inutilité des assemblées d'information « étant donnée la complexité des questions actuelles, la spécialisation est préalablement nécessaire ».

Avec Michaut, c'est le cri d'alarme de jeunes militants que la crise laisse incompréhensifs de ses véritables causes. Il brosse un tableau de la situation des Jeunesses, il caractérise cette situation « comme étant la répercussion de l'opportunisme dans les Jeunesses » « Il n'y a pas un courant vigoureux dans les Jeunesses contre l'opportunisme de Garchery et des autres... Il y a une grande quantité de cellules de jeunes unanimes contre le Parti. A Chabou les jeunes nous quittent... Le gros mouvement contre le parti gagne les amicales de conscripts. La P.S.T. de Courbevoie ne répond plus à notre appel » et sur un ton indigné : « Un secrétaire de rayon membre du comité d'entente nous a déclaré qu'il était trotskyste ». A Bezons, le rayon des jeunes a écrit au Comité d'entente que « la direction du parti est composée d'incapables et d'arrivistes. »

Michaut, embrouillé dans cette situation, se raccroche aux formules faciles : « la cause de cette décomposition des jeunesses vient des conciliateurs dans le parti ».

Les jeunes en général, Michaut en particulier, devraient examiner sérieusement cette situation alarmante des jeunesses et ses causes. Ils y verraient entre autres une des preuves du travail fractionnel et superficiel du Parti depuis des années, son absence de travail en profondeur, et une des conséquences de l'activité tapageuse des sommets sans aucune liaison avec la base des jeunesses ou du parti.

Martin, du secrétariat, vint annoncer qu'une troisième réunion se tiendrait où le centre répondrait aux camarades qui, d'après lui, ne devraient plus aborder la tribune pour apporter leur point de vue mais apporter le point de vue de leur cellule.

La séance fut levée après un appel pour se rendre tous à Champigny.

La majorité du parti ne se manifeste jamais. Elle croit être incompétente et impuissante. Elle se laisse docilement diriger par les sommets ; elle renonce à une discussion qui « n'avance à rien ». Elle ressent le malaise mais il faut qu'elle comprenne que le parti ne progressera pas tant que la passivité de ses membres laissera une minorité gueularde le diriger et l'embourber.

Il faut que les silencieux aient le courage de protester. Il faut qu'ils viennent faire taire cette cohue de fanatiques agglomérés autour des bureaucrates. Il faut qu'ils apportent aux tribunes des assemblées les preuves de l'absence de vie du parti et qu'ils exigent les remèdes. Il faut qu'entre eux, ils se cherchent, l'organisent. Il faut que « ceux qui ne sont pas d'accord » n'aient pas peur de lutter à nos côtés et qu'ils sachent que pour un communiste être au parti ne constitue pas une formalité, mais le devoir de participer à sa vie et à sa direction, par une action quotidienne.

Dans l'opposition

L'OPPOSITION ESPAGNOLE REÇOIT UNE IMPORTANTE ADHÉSION

Nous avons reçu d'un camarade autrefois catalaniste, actuellement membre du Parti communiste belge, la lettre que nous publions ci-dessous, dans laquelle il se déclare oppositionnel enthousiaste. Dans sa déclaration, le camarade Samatis lance à la direction stalinienne une bonne poignée de vérités. C'est le cri d'indignation d'un soldat de la révolution qui avait adhéré au parti communiste où il croyait trouver la fraternité révolutionnaire et la démocratie prolétarienne léniniste, et où il a vu seulement comment on étouffe la voix communiste, la critique révolutionnaire et la volonté prolétarienne, au moyen de la bureaucratie stalinienne.

L'opposition espagnole se félicite de l'adhésion du camarade Samatis et lui ouvre des bras fraternels. Et nous lui donnons ici la parole.

A la commission de propagande de l'opposition communiste espagnole

Chers camarades,
Devant les injures et les injustices que les dirigeants actuels de l'Internationale Communiste lancent chaque jour contre l'opposition, les mensonges de toute espèce, dont se sert la bureaucratie de Staline pour discréditer l'opposition devant le prolétariat mondial, il faut que nous réagissions. Au douzième anniversaire de la Révolution, nous devons méditer profondément sur ce qu'auraient dû être les conséquences normales de cette Révolution, favoriser avant tout les moyens de l'étendre à tous les pays du continent européen au lieu de la tenir jalousement dans les limites de l'U.R.S.S. Pour des matérialistes, seule la réalité doit nous guider dans le chemin de l'analyse et de la critique de l'œuvre gigantesque que la clairvoyance géniale de Lénine nous a léguée et que Trotsky et l'opposition veulent continuer, en luttant contre les mauvais disciples fatigués prématurément, sans scrupules, anxieux de jouir des avantages matériels que procure une situation privilégiée, atteinte non en vertu des capacités et des mérites, mais par le machiavélisme et l'intrigue.

Avec la vision réaliste qui caractérise son génie, Lénine comprit dès le premier moment que la Révolution russe, pour se transformer en une réalité socialiste, devait s'imposer comme fin la plus immédiate, celle d'abattre la bourgeoisie impérialiste, concentrant dans ce but toutes ses forces et usant des moyens convenables.

La disparition prématurée de Lénine fut, pour l'œuvre commencée, une épreuve dangereuse, mais les bases fondamentales de cette œuvre solidement établies résistèrent néanmoins, permettant à ses compagnons et disciples de la continuer et de la conduire à sa fin ; mais l'orgueil, la prétention et la vanité de quelques hommes, spéculant honteusement sur les faiblesses humaines, commencèrent patiemment et jésuitiquement à corrompre la pureté du parti, ouvrant des brèches chaque jour plus larges dans l'œuvre immense, jusqu'à ce que le mensonge, l'envie, l'ignorance finissent par triompher, isolant, poursuivant et exilant les vrais révolutionnaires qui, malgré tout, résistèrent, voulant sauver de la ruine l'œuvre grandiose qui coûtait tant de sacrifices et exigea tant de lutttes.

Aujourd'hui, toute la propagande de l'I. C. tend à montrer que les Etats impérialistes préparent la guerre — ce que disent aussi les pacifistes professionnels — et à affirmer que la guerre est imminente. Cela dure depuis plusieurs années. Les masses ne voyant pas se produire ce qu'on a annoncé imminemment, tombent dans l'indifférence, convaincus que les appels alarmistes des bureaucraties ne sont que de vaines criailleries ; et le jour où le danger sera vraiment imminent, elles ne bougeront pas, croyant qu'il s'agit une fois de plus de cris d'alarme sans conséquence.

Si les hommes qui dirigent actuellement l'I.C. avaient conscience de la façon dont ils ont détruit les espérances que la Révolution d'Octobre avait fait naître dans le prolétariat international, s'ils étaient capables de se défaire de leur suffisance et de donner raison à la raison, ils feraient de bon gré une place aux hommes de l'opposition, seuls capables de faire une politique internationaliste et véritablement prolétarienne.

Aujourd'hui, ils trompent les ouvriers, en promettant le socialisme dans un seul pays, foulant aux pieds les conceptions marxistes sur le caracté-

rière de la révolution internationale. C'est se moquer gravement.

Pour nous, nous n'avons jamais marchandé notre soutien à l'Internationale communiste. Nous avons lutté pour aider de toutes nos forces la dictature du prolétariat, mais quand nous avons vu quelle était la tactique adoptée par la bureaucratie, — un renement de la politique léniniste — et que nous comprimes que seul l'opportunisme guidait ses pas, nous avons voulu éviter le péril. La réponse a été la prison, la déportation, l'exil pour les meilleurs soldats d'Octobre.

Heureusement, les travailleurs, dans tous les pays, commencent à comprendre de quel côté est la raison. Ils entrent dans les rangs de l'opposition en nombre chaque jour croissant, convaincus que seule celle-ci est capable de ramener la Révolution dans la voie qu'elle n'aurait jamais dû abandonner.

En donnant mon adhésion à l'opposition espagnole et, par conséquent, à l'opposition internationale, j'ai pleinement conscience des énormes difficultés que nous devons rencontrer sur notre chemin. En Espagne plus que dans tout autre pays sans doute, la bureaucratie s'est efforcée de cacher la vérité aux masses ouvrières et est arrivée, par son action désastreuse, à semer le doute et la méfiance dans le parti ; à le maintenir dans un état chaotique qui nécessitera une somme énorme d'énergie et de volonté pour ramener la confiance dans son sein.

Mais nous ne devons pas nous effrayer devant le travail à accomplir. La situation spéciale dans laquelle se trouve aujourd'hui le prolétariat de la péninsule, les persécutions dont l'objet les ouvriers révolutionnaires, la pression qu'exerce le Directoire appuyé sur ses alliés, les social-fascistes, doivent stimuler notre énergie pour arriver, avec l'opposition, à ce que la raison et la vérité se fraient un chemin et réussissent bientôt à canaliser le mouvement communiste espagnol dans la voie léniniste.

Aujourd'hui, je me place à vos côtés, dans cette lutte, et vous promets d'y apporter tous mes efforts, convaincu que notre triomphe sera le triomphe du marxisme, de la raison et de la vérité.

SAMATIS.

Autonomie syndicale

Les dirigeants de la C.G.T. Lafayette dénoncent chaque jour la mainmise du parti communiste sur la C.G.T.U. Ils sont, eux aussi, de farouches défenseurs de l'autonomie syndicale.

Sous le titre « Syndicat et Parlement, M. Jean Piot écrit dans l'Œuvre :

Il m'arrive souvent, mon cher Clay, de vous voir à la Chambre, dans la salle des Pas-Perdus. « Le lieu n'est agréable à vous y rencontrer. » Et je ne suis point surpris de vous y trouver. On vous a donné, dans ce vestibule du Parlement, où députés et journalistes se croisent familièrement, un droit d'entrée permanent et parfaitement justifié. Quo le représentant d'un grand organisme corporatif comme votre Syndicat puisse être constamment, directement en contact avec les élus du peuple, quoi de plus normal ? Il n'a pas que des services à leur demander, ou des interventions dans les cabinets ministériels. Il a vraiment à travailler avec eux, de mille manières, non seulement dans l'intérêt de ses commettants, mais dans l'intérêt général.

Au syndicat des boulangers parisiens

On se rappelle que sur la proposition de Chaus-sin et de ses amis, dirigeants minoritaires du syndicat des boulangers, le comité général du syndicat avait décidé une grève générale pour la Noël, au cas où patrons et gouvernements refuseraient d'appliquer la loi Godart sur la suppression du travail de nuit. Mais les majoritaires du syndicat ont éprouvé le besoin de surenchérir ; il est tout à fait comique de les voir déclarer « qu'ils sont en accord avec le principe de la grève, mais sans limitation de durée ». Ils ajoutent :

... Notre mot d'ordre à nous : c'est la lutte contre le patronat et les pouvoirs publics, seule position juste qui ne saurait être comprise par les dirigeants réformistes de notre fédération...

D'après ces majoritaires, les dirigeants du syndicat ne sont pas pour la lutte contre le patronat et les pouvoirs publics ; alors, pourquoi ont-ils décidé la grève générale ? Nous avons là un exemple typique de l'acharnement stupide que metent certains majoritaires à découvrir des déviations.

Discussions (1)

Pour une fraction syndicale des communistes oppositionnels

La question des rapports entre partis et syndicats est une fois de plus à l'ordre du jour dans la C.G.T.U. Mais si les discussions théoriques sont assez peu nourries, fractions du parti communiste et minoritaires déploient une activité sérieuse dans les organisations syndicales. Il serait temps que les communistes oppositionnels, membres de la C.G.T.U. songent à faire autre chose que de la théorie.

Nous croyons bon de rappeler d'abord que pour un communiste l'arme fondamentale du mouvement révolutionnaire est le parti, organisation de militants marxistes, animateurs du mouvement ouvrier, que sans un véritable parti communiste, le prolétariat ne pourra renverser la bourgeoisie, conserver le pouvoir ; les syndicats, organisations de masse, constituent une des armes les plus importantes du prolétariat dans sa lutte contre la société bourgeoise, mais non pas l'arme fondamentale. C'est ce que le camarade Trotsky a développé dans les thèses publiées dans le numéro 8 de la *Vérité*.

Il en résulte évidemment qu'un communiste doit consacrer une grande partie de son activité à l'organisation syndicale, mais il en résulte surtout dans les circonstances présentes, dans l'état actuel du mouvement ouvrier, que pour un communiste, le **travail essentiel est de redresser le parti** et que dans quelque domaine qu'il milite, y compris le domaine syndical, son action doit être orientée dans ce but : redresser le parti.

Pour nous, il est illusoire de prétendre redresser le mouvement syndical, indépendamment de l'existence d'une organisation politique solide, parti ou fraction. Les tentatives dans ce sens aboutiraient peut-être à un mouvement syndicaliste révolutionnaire français (2) qu'une épreuve décisive comme la mise dans l'illégalité disperserait, plus certainement elles donneraient un mouvement à tendances corporatives marquées (certaines manifestations des minoritaires nous permettent de le craindre). Ainsi nous passerions des partisans de la théorie du « socialisme dans un seul pays » à ceux de la théorie du « syndicalisme dans une seule corporation ». C'est un résultat qui n'est guère à souhaiter.

Quelles sont les tâches des communistes oppositionnels dans la C.G.T.U. ? La plus élémentaire est, en participant aux luttes ouvrières, de gagner la confiance des travailleurs organisés, en faisant une analyse exacte de la situation (ni l'imminence de la prise du pouvoir, ni une quarantaine d'années de stabilisation capitaliste), en déduisant des solutions justes dans les combats de classe, en amenant les prolétaires non syndiqués à l'organisation. Une autre tâche, des plus pressantes, est de tenter l'impossible pour éviter une scission dans la C.G.T.U., scission voulue par certains, favorisée par les fautes de certains autres.

Nous ne voulons pas insister sur ce point outre mesure dans cet article ; mais il est effarant de constater comment d'un cœur léger on s'engage dans cette voie de part et d'autre : provocations calculées de la majorité confédérale (on ne compare pas à Poulanc des hommes avec qui on a l'intention de rester dans la même organisation), en vue d'amener les minoritaires à des actes anti-syndicaux (comme l'exclusion d'adversaires de tendances). Dénoncer ce danger à tous les échelons de l'organisation unitaire s'impose sans tarder. Enfin et surtout nous devons chercher dans les syndi-

cats les éléments susceptibles de redresser le parti. C'est dans les luttes quotidiennes que se révèlent les militants, les éléments combattifs du prolétariat. Et notre devoir est de donner à ces éléments l'éducation indispensable sans laquelle il n'est pas de militant communiste digne de ce nom, tâche que le parti communiste actuel ignore totalement. Ce sont les éléments combattifs que nous éduquerons qui pourront redresser le mouvement communiste.

Ce travail dans les syndicats a besoin d'être coordonné, méthodique. Il faudra étudier les questions de la vie syndicale, apporter des solutions, intervenir dans les assemblées, présenter des motions, etc. Tout cela ne peut être laissé à la bonne volonté et aux possibilités de chacun ; tout cela demande à être organisé et c'est pourquoi nous suggérons la formation d'une fraction syndicale des communistes oppositionnels, à quelque groupe qu'ils appartiennent. Mais, dira-t-on, pourquoi s'unir seulement sur un point ? Pourquoi ne pas procéder plutôt à un regroupement général de l'opposition ? Nous ne pensons pas qu'il soit actuellement possible de le faire d'une façon durable. Les divergences connues existant entre les divers groupes proviennent surtout de leur manque d'action politique, d'extériorisation. Ce que valent ces divergences, il est bien difficile de le dire ; il suffit d'un événement aussi important que le conflit sino-russe pour en révéler d'autres d'une importance politique plus considérable. Nous pensons qu'en réalisant le front unique sur certains points précis pour une action déterminée, les oppositionnels appartenant ou non à un groupe verront comment, avec qui, sur quelles bases le regroupement sera possible. Seule l'action des oppositionnels peut donner aux divergences existantes et futures, l'importance et la valeur relatives qu'elles méritent.

La nécessité du groupement des communistes en fraction est indiscutable. Ce que nous reprochons au parti communiste, c'est sa ligne fautive et les procédés employés par les fractions pour prendre la direction des syndicats unitaires. C'est en faisant fonctionner des fractions comme elles devraient le faire que nous prouverions à de bons camarades qui aujourd'hui s'orientent vers le syndicalisme qu'il ne faut pas confondre bolchévisme et bolchévisme ; c'est en agissant réellement en communistes dans les syndicats que nous convaincrions les camarades des autres tendances plus certainement que par des articles. L'existence d'une fraction syndicale des communistes oppositionnels, même peu nombreuse, est indispensable, sinon nous serons obligés de nous prononcer tantôt sur les textes de la direction du parti, tantôt sur ceux des minorités syndicalistes ; au lieu de montrer aux travailleurs la voie à suivre, nous serions à la traîne des uns ou des autres ; au lieu de lutter contre le confusionnisme et l'incohérence, nous les favoriserions. Agir ainsi serait néfaste pour l'opposition, pour le communisme. Nous demandons aux camarades oppositionnels, à ceux qui militent dans la C.G.T.U. plus spécialement, d'examiner notre proposition, de faire connaître leur avis, de dire ce qui leur semble réalisable pratiquement dans le domaine syndical.

P. FRANK.

VIENT DE PARAITRE : LA LUTTE DE CLASSES N° 15 - Novembre 1929

SOMMAIRE. — A l'Américaine (Editorial). — Le communisme en Alsace-Lorraine et la question nationale (P. Naville). — Coup d'œil sur le mouvement ouvrier anglais (suite) (P. Stoeff). — La situation politique en Allemagne et le groupe Brandier (K. Landau). — Le P. C. Russe et l'opposition communiste de gauche.

La crise de la C.G.T.U.

Qui veut la scission ?

Gillon, dans la *Vie Ouvrière*, la commission exécutive confédérale, par un manifeste, dénoncent les dangers de scission dans la C.G.T.U. ; ils en rendent responsables les minoritaires.

On ne saurait témoigner à la fois autant d'incohérence et de duplicité. L'unité de la C.G.T.U. est menacée ? Mais qui, sinon les dirigeants confédéraux, ont créé l'atmosphère si chargée qui règne dans la C.G.T.U. et où le pire est à craindre ?

Déjà, avant le congrès unitaire, les dirigeants confédéraux avaient donné un avant-goût des moyens qu'ils comptaient employer pour combattre les minoritaires ; la honteuse assimilation faite par eux entre la bande infecte des Poulanc et les minoritaires ne peut signifier autre chose que la place de ces derniers n'est plus dans la C.G.T.U.

Après le congrès, la lutte redouble ; les moyens dont usent les dirigeants confédéraux le disputent aux provocations les plus insensées. Nul doute que ce soit en parfaite « unitaire » que les majoritaires contestent les résultats du Congrès fédéral de l'Alimentation parce qu'ils y ont été battus. De même, lorsque la direction confédérale poignarda en pleine grève, Engler et ses amis elle entend sans doute démontrer son désir de sauvegarder l'unité. Quand au Gaz de Paris, un vote statutaire donne la direction aux minoritaires, si la 20^e Union régionale annonce qu'elle s'adressera aux ouvriers gaziers par-dessus le conseil élu, c'est parce qu'elle a le souci de maintenir l'unité ; on pourra le faire croire difficilement.

Chaussin et ses amis dirigeants minoritaires du syndicat des boulangers, font décider une grève générale pour la suppression du travail de nuit ; immédiatement les majoritaires en déduisent qu'ils sont des réformistes. On n'aurait pas autrement si on avait la ferme volonté de pousser à bout les minoritaires. La fédération de l'enseignement a le malheur de ne pas être d'accord avec les dirigeants confédéraux ; elle est de suite sous la direction d'alliés des gardes blancs. Le dernier incident est aussi bien caractéristique ; le syndicat du bâtiment de Tourcoing passe à la minorité ; aussitôt le secrétaire fédéral du Bâtiment refuse de lui envoyer des timbres. C'est la preuve, une fois de plus, que la direction confédérale a une façon pour le moins singulière, de lutter contre la scission.

Le but des dirigeants confédéraux est clair. Par leurs provocations ils espèrent obtenir le départ dans l'autonomie de quelques syndicats de la minorité et ainsi dresser les ouvriers contre les minoritaires « scissionnistes ». Ils n'ignorent pas que les formules sur lesquelles les minoritaires ont fait bloc ne sont pas sans danger pour eux-ci. Pour sauvegarder l'indépendance du syndicalisme, certains éléments de l'ancienne minorité de Saint-Etienne et de Bourges envisageraient avec faveur le passage à l'autonomie ; mais, heureusement, il n'appartient pas que la plus grande partie de la minorité y soit disposée ; tout au contraire. Cela était tout à fait visible lorsque, Engler, au Congrès des Ports et Docks, déclarait qu'il démissionnerait de son poste de secrétaire fédéral, plutôt que d'accepter le passage à l'autonomie.

Le coup du syndicat de Tourcoing est classique. En refusant de reconnaître sa direction minoritaire, on veut pousser la minorité de la C.G.T.U. à prendre fait et cause pour elle, de telle sorte qu'elle soit entraînée jusqu'à la solidarité, avec le syndicat de Tourcoing, hors de la C. G. T. U. La manœuvre de la direction confédérale ne prendra pas. Les minoritaires, s'ils veulent redresser le mouvement syndical, ne sauront en aucune manière, s'y prêter.

Après avoir rabâché, il n'y a pas si longtemps, des mois durant, qu'il fallait consacrer 75 % de l'activité des communistes pour la réalisation de l'unité syndicale, les dirigeants du parti communiste, qui sont aussi ceux de la C.G.T.U., consacrent actuellement 100 % de leur activité à diviser la C.G.T.U. L'intérêt du parti communiste veut qu'il y ait en France un mouvement syndical nombreux et puissant. Or, il paraît que ce n'était pas assez de faire perdre à la C.G.T.U. 125.000 membres ; on fait tout pour l'affaiblir gravement en la divisant. Les aventuriers qui dirigent le parti et la C.G.T.U. pourront encore, pour un temps, tromper les ouvriers sur leur politique ; il n'est pas sûr qu'ils pourront continuer longtemps.

GOURBOT.

(1) Voir les numéros des 25 octobre, 1er, 15, 22 et 29 novembre.

(2) Les camarades minoritaires de la C.G.T.U. ne possèdent à notre connaissance aucune liaison internationale et nous apercevons difficilement avec qui ils pourraient se lier. Il est à peine besoin de remarquer le danger d'une telle position en période impérialiste.

LA VIE OUVRIÈRE

La vie du journal

Une réunion sur les assurances sociales dans le 13^e

Jeudi dernier, les ouvriers métallurgistes du 13^e étaient convoqués à la Maison des Syndicats, boulevard de l'Hôpital, par l'Union syndicale de la Métallurgie, pour entendre le point de vue de la C.G.T.U. sur les assurances sociales. Deux douzaines d'ouvriers avaient répondu à l'appel. Tous affiliés de l'A.O.P. (coopérative de production). Personne de chez Gnome et Rhône, personne de chez Panhard, personne de chez Chaise, etc.

Béchet, délégué de la 20^e U. R., indique la position de la C. G. T. U. sur les assurances sociales : formation de caisses d'assurés par les unitaires, lutte contre le versement ouvrier. Roy (A.O.P.), en se basant sur le peu d'ouvriers présents, constate le faussement de l'appréciation des majoritaires sur « la radicalisation des masses ». Après s'être élevé contre la solution de paresse que serait, d'après lui, la création de caisses par les unitaires, étant donné le réveil tardif de la C.G.T.U. il se déclare partisan, dans le but de toucher un plus grand nombre d'ouvriers, de rentrer dans les caisses dirigées par les confédérés.

Béchet, prenant acte des déclarations de Roy, estime que la position de ce dernier confirme « le réformisme des minoritaires » et il invite les camarades présents à renforcer l'action de la C.G.T.U. Cette invitation, répétée cent fois à l'assistance, composée de syndiqués et de membres de la cellule, est sans portée sérieuse; il serait grand temps que Béchet et ses amis s'inquiètent davantage des milliers d'ouvriers métallurgistes du 13^e, qui restent en dehors de l'influence de la C.G.T.U. C'est ce qui pourrait ressortir de l'« autocritique » de cette lamentable réunion.

Les syndicats des services publics et les « six »

L'Humanité observe un silence gêné sur une résolution votée le 28 novembre par la majorité (5 sur 8) des syndicats des services publics de la région parisienne, sur le bas des « six ».

Dans cette résolution, il est indiqué que :

« Considérant que les six élus se sont toujours comportés en bons défenseurs de la classe ouvrière et en particulier des travailleurs des services publics... les délégués du Comité intersyndical des services publics maintiennent leur confiance aux six élus et leur demandent de conserver leur mandat, dans l'intérêt des travailleurs qu'ils représentent. »

Nous avons, avec cette résolution, l'illustration frappante de ce qu'était en réalité la « bolchévisation ». Beaucoup de bavardages sur la nécessité de rompre avec la tradition social-démocrate du parlementarisme; en fait, on laissait les élus faire tranquillement leur petite besogne et se créer une solide situation personnelle. Cinq ans après la « bolchévisation », c'est triste, mais c'est logique.

Chez les fonctionnaires

On connaît maintenant la teneur de la réponse des fonctionnaires confédérés à l'offre d'action commune en faveur du minimum de traitement de 10.800, que leur faisaient les fonctionnaires autonomes. Dans cette réponse, les chefs confédérés commentent par indiquer mielleusement leur bonne volonté :

« Notre plus vif désir est, vous ne l'ignorez pas, de voir les fonctionnaires s'unir de plus en plus étroitement, afin de mener une action concertée en parfaite communauté de vues... »

Mais ils terminent par un refus très net, posant des conditions inacceptables :

« Cela comporte nécessairement la disparition de certains des groupes dont l'existence ne peut utilement se justifier. »

Les syndicats fédérés sont donc prêts à mener l'action en commun avec les groupements qui constituent votre Fédération, dès que ceux-ci auront repris dans leurs rangs la place qu'ils occupaient.

Ainsi donc, l'entente, de par la faute des chefs confédérés, n'a pu se réaliser. Déjà, il y a quelques mois, les fonctionnaires autonomes qui travaillaient en accord avec le cartel unitaire des fonctionnaires, avaient rompu avec ces derniers, les chefs de la C. G. T. U. voulant leur imposer une action en faveur de la journée rouge du 1^{er} août contre la guerre. Ces divisions successives ne sont guère favorables à une action commune en faveur des revendications des fonctionnaires.

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SPIC
19, cité Nys, Paris-XI (Métro) 73.

Un effort sérieux est nécessaire: Il faut, pour la fin de l'année, doubler notre vente à Paris, doubler le nombre de nos abonnés

Avec ce numéro, nous bouclons notre premier trimestre, d'existence. Existence bien courte encore et durant laquelle nous n'avons pu faire guère plus qu'organiser notre travail. Mais ce doit être pour nous une occasion de jeter un coup d'œil sur le travail accompli.

Quand nous sommes partis, les uns nous disaient : « Ne soyez pas trop sectaires. » Et les autres : « Ne soyez pas trop accueillants. » Nous avons évité ce double écueil. La Vérité a montré qu'elle entendait se donner une base ferme, condition indispensable de toute action, et qu'en même temps, elle restait très ouverte à la discussion. Elle présente, encore beaucoup d'insuffisances et de lacunes : nous le savons mieux que personne et c'est notre préoccupation constante d'y remédier.

Si l'on parcourt nos treize premiers numéros on doit se rendre compte que nous nous sommes efforcés d'aborder les problèmes à mesure qu'ils se posaient, de recueillir l'information sérieuse permettant de leur donner des réponses.

Des lecteurs nous ont reproché parfois d'accorder une trop grande place à ce qui se passe hors de France. Il est possible que l'équilibre nécessaire ait été parfois rompu; mais d'abord, nous avons voulu réagir contre la tendance néfaste qui se manifeste dans certains milieux ouvriers, au repliement sur soi à une époque où le cadre national est constamment, et dans tous les domaines, débordé. De plus, les événements qui se déroulent dans les pays secoués par des crises économiques et politiques sont pour nous d'un enseignement précieux : la France, depuis la guerre, n'a pas connu de grandes crises ; elle en connaîtra demain ; elle se débattrà dans des difficultés identiques à celles au milieu desquelles se trouvent déjà les autres grandes puissances et sa bourgeoisie cherchera à les résoudre par les mêmes moyens.

Dans ce domaine comme dans les autres nous souffrons des mauvaises méthodes de l'Internationale communiste et de ses sections; les gens de l'appareil, annonçant des leçons mal apprises, écrivant en jargon des articles illisibles, bavardant à tort et à travers sur la Chine et sur l'Amérique, ont découragé les bonnes volontés. Mais l'étude des événements qui se déroulent dans le monde n'en reste pas moins indispensable ; elle doit être faite. Les grands journaux d'information cherchent avant tout à ne pas fatiguer leurs lecteurs. Néanmoins, ils n'hésitent pas à les entretenir abondamment de ce qui se passe hors de France, parce qu'ils savent répondre ainsi à un besoin de l'époque.

Nous avons tenu aussi à assurer notre liaison avec les autres groupes d'opposition de l'Internationale et, sur ce point, nous avons atteint notre but.

Nous ne nous illusionnons pas sur nos forces. Mais quand, à la suite de Molotov, les perroquets de l'I. C. nous traitent dédaigneusement de « groupuscule », nous ne sommes pas du tout impressionnés. Il est vrai qu'il dispose de beaucoup plus de moyens que nous. Ils ont des appareils imposants — par le nombre de fonctionnaires et l'abondance de ressources matérielles. Mais s'ils trônent encore, c'est du haut d'une puissance déclinante. Ils ne sont plus capables de d'une agitation superficielle dont la portée se rétrécit chaque jour, ainsi que l'affaire de Champigny vient encore de le montrer.

Leur tactique qui consistait à nous ignorer ou à défigurer notre position a échoué. Devant la fermeté et la clarté de notre attitude, il a fallu chercher autre chose. Ils se sont alors rabattus sur le mensonge, même le plus bête. C'est un moyen qui s'use vite et qui s'usera d'autant plus vite que nous aurons une plus grande possibilité de nous faire entendre. Le jour où on verra que nous sommes partout, il faudra bien compter avec le « groupuscule ».

Pour atteindre ce but, tous les camarades de l'opposition doivent se persuader qu'un sérieux effort est nécessaire. Le parti, au cours de ces dernières années, a créé toutes sortes de mauvaises habitudes qu'il est difficile d'éliminer. Il a découragé les initiatives de la base, développé une passivité gênée :

on attend maintenant tout du centre. On retrouve quelque chose de ce funeste état d'esprit dans l'opposition. Dans ce domaine aussi, il nous faut innover. Chaque camarade de l'opposition doit être un élément actif; il doit entrer pleinement dans notre travail, par sa collaboration au journal chaque fois qu'il estime avoir quelque chose à dire sur un problème donné, chaque fois qu'il dispose d'une information intéressante. La Vérité ne pourra se développer qu'à cette condition.

Il doit de même se persuader que sans sacrifices matériels, sans efforts incessants pour trouver de nouveaux lecteurs et de nouveaux abonnés, c'est l'existence même du journal qui se trouvera menacée.

Nous vous assignons aujourd'hui un premier but précis : au cours de ce mois de décembre, il faut doubler notre vente à Paris et doubler le nombre de nos abonnés.

Est-ce au-dessus de nos forces ? Nous ne le croyons pas. Nous croyons, au contraire, que ce but peut être atteint facilement. Il suffit, en effet, que chacun de nos abonnés actuels nous amène un nouvel abonné, que chaque lecteur parisien fasse un autre lecteur régulier. C'est l'effort minimum que chacun doit faire. Ainsi, nous pourrions aborder la nouvelle année dans de bonnes conditions de travail.

A Saint-Nazaire

L'intervention gouvernementale met fin au conflit des Chantiers de la Loire

Les confédérés avouent qu'ils avaient fait le maximum pour empêcher la grève que désiraient les 2.000 métallurgistes des Chantiers de la Loire, lesquels se rendaient bien compte que seuls des moyens énergiques pourraient venir à bout de l'entêtement que montrait leur patron à leur refuser le bénéfice d'un bordereau appliqué à 6.000 autres ouvriers métallurgistes de la ville. Les confédérés crient aujourd'hui victoire ; le succès des revendications des grévistes est, paraît-il, dû à leur action. La réalité est toute autre ; le gouvernement constatant la ténacité des ouvriers des Chantiers de la Loire et tenant compte de la modicité de leurs revendications, a menacé leur directeur, M. Paquet, de lui appliquer certaines clauses du cahier des charges. Le Peuple, du 29 novembre indiquait que :

« Le sous-préfet de Saint-Nazaire faisait savoir au syndicat confédéré des métallurgistes que, désormais, le conflit n'était plus entre lui et M. Paquet, mais bien entre l'Administration et la direction des Chantiers de la Loire... »

Les grévistes des Chantiers de la Loire auraient tort d'accorder, comme le font les chefs confédérés, un crédit total aux promesses du gouvernement ; il leur faudra veiller au grain et peut-être leur faudra-t-il user à nouveau de la grève, moyen d'action pour lequel messieurs les réformistes paraissent avoir une profonde répugnance.

LA PHALANGE ARTISTIQUE

61, rue des Lilas, Bagnolet
(section française du Théâtre ouvrier international)
donnera à la Salle Adyar, 4 square Rapp
les samedis 7 et 14 décembre, à 21 heures

L'argent n'a pas d'odeur

Comédie en 3 actes de Bernard Shaw
Traduction de A. et H. Hamon
Avec ce bon, prix des places : 4 francs

Le samedi 7 décembre, même salle, à 17 heures.

Les poètes contre la guerre

3^e récital de poésie moderne

Poèmes de G. Chennevière, P.-J. Jouve, M. Martinet, G. Dubamel, Ch. Vildrac, Ch. Baudouin, M. Pottecher, etc.

Musique. — Auteurs anciens et modernes : Bach, Fauré, Kœchlin.

Entrée gratuite.